



Déclaration liminaire de la FSU

CTSD du 9 février 2021



Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

L'année scolaire 2019/2020 a été qualifiée de hors-norme. Le confinement inédit et la fermeture des écoles ont laissé des traces encore visibles chez de nombreux.ses élèves, familles et personnels : difficultés dans les apprentissages, fragilité psychologique, fatigue ou démotivation. Mais la crise sanitaire n'a pas choisi de s'arrêter le 1^{er} septembre 2020. Elle se prolonge, s'amplifie, et ne donne aucun signe d'issue proche. Dans les écoles, elle se traduit de façon très inquiétante : flambée des cas contact et des contaminations, angoisses des familles et des personnels, questionnements et adaptation permanents, fatigue nerveuse et physique, difficultés physiques liées au port du masque et au lavage des mains, gestion des non-remplacements etc. Ce tableau noir, il est de notre devoir de représentant.es de le dresser. Loin d'une supposée posture, nous ne sommes que les relais de nos collègues, de leurs mails, leurs appels et leurs témoignages directs. L'année 2020/2021 est d'ores et déjà elle aussi une année hors norme.

Dans un tel contexte, l'Education Nationale se devait de prendre ses responsabilités par une politique volontariste, ambitieuse et prévoyante débouchant sur un budget à la hauteur des enjeux. Il n'en a rien été. Il n'en a rien été déjà lors de la carte scolaire 2020, quand le Ministre a préféré prendre des mesures électoralistes en contraignant cette instance à utiliser les postes alloués selon ses volontés et non selon les besoins réels. En effet, la suite de la crise n'a pas été anticipée avec notamment des créations de BAAZ et de RASED qui nous manquent cruellement en ce moment. Pire encore, nous avons appris que le Ministre n'avait pas utilisé 200 millions d'euros du budget 2020, soit l'équivalent de 4200 postes. Il n'en est rien non plus pour la carte scolaire 2021 : zéro création d'emploi dans l'Education Nationale. La priorité est au primaire ? Mais comment tolérer que cette soi-disant priorité se fasse au détriment du secondaire qui perd 1800 postes ? Nous perdons des élèves ? Mais combien de postes supprimés quand Monsieur Blanquer était à la tête de la DGESCO et non retrouvés depuis ? Pourquoi ne pas saisir cette formidable opportunité d'améliorer enfin réellement les conditions de travail et d'apprentissage ? Certes les effectifs par classe s'améliorent sur le papier, mais cela ne peut être le seul levier pour la réussite de tou.t.es les élèves. Cela ne peut masquer le manque d'investissement dans les postes hors la classe, des remplaçant.es qui permettent d'assurer la continuité du service public, des BFC qui permettent de se former, des RASED qui permettent aux élèves d'aller mieux sur les plans scolaire et personnel, des postes spécialisés et UPE2A pour aider à la gestion croissante des cas particuliers dans les classes etc. Ne perdons pas de vue que si les effectifs moyens baissent, la société et les élèves ont changé, et que les conditions en classe ne sont plus les mêmes qu'il y a seulement quelques années, d'autant plus en cette période de crise. N'oublions pas que chaque fermeture de classe rendra plus difficile l'application de la distanciation entre élèves.

Mais que sommes-nous face à la machine médiatique du Ministère, relayée à tous les niveaux de la hiérarchie ? La communication huilée et omniprésente ne cessent d'affirmer que tout va bien dans les

écoles, que la sécurité est assurée (sauf les deux derniers jours de classe de décembre), que l'Education Nationale est « choyée », que le gouvernement lutte contre les inégalités scolaires grâce aux classes à 12 en EP (qui finalement sont devenues des classes à 15, et cette année à 16, mais en fait à 17 exceptionnellement !), que les enseignant.es bénéficient d'une revalorisation historique, que le Grenelle va solutionner tous les problèmes. Et pendant ce temps, la profession dit tout autre chose à ses représentant.es, dont la fonction est de plus en plus niée, quand elle trouve l'énergie de le faire dans son abattement plus que préoccupant. Pendant ce temps aussi, les grand.es directeurs-trices du ministère reçoivent une bonification indiciaire publiée au Jo du 20 janvier, les député.es voient leur dotation matérielle enrichie de 3000€. Y aurait-il donc de l'argent ?

Nous voyons bien aujourd'hui, dans notre département, que l'équation est insoluble : dédoubler les GS en REP, limiter les effectifs en GS, CP, CE1 à 24, abonder des décharges de direction et porter attention à la ruralité en perdant 4 postes. Nul ne peut, même avec toutes les bonnes intentions du monde, améliorer concrètement les conditions d'apprentissage et de travail avec une telle équation. C'est d'un plan d'urgence dont l'Ecole a besoin aujourd'hui.

Nous vous demandons donc de faire remonter à qui de droit ces revendications portées par la profession, mais aussi d'en tenir compte dans les décisions qui seront prises ici-même pour notre département.